



attac

Le Courriel d'information

n°369 – Mardi 08 octobre 2002

INJUSTICES

Dans ce numéro

1. Ce qui se joue en Argentine (Par François Chesnais et Jean-Philippe Divès)

L'Argentine s'effondre littéralement sous l'effet des politiques capitalistes de contre-réforme néo-conservatrice (celles qu'on nomme souvent un peu vite "néo-libérales"). De même, du fait de son endettement, elle doit aussi faire face à un projet de recolonisation engagé par les Etats-Unis et le FMI, mais auquel se joignent également des groupes financiers et industriels français, européens et japonais.

2. Les paradis fiscaux à la lumière de l'actualité récente (Par Jean Boulnois)

Les attentats du 11 septembre, les scandales financiers aux Etats Unis et ailleurs, la mise en examen en France de cadres de grandes banques, le coup de gueule contre Monaco d'un juge échaudé, et autres affaires de corruption, voilà autant d'événements qui ponctuent quotidiennement ou presque l'actualité de ces derniers mois et qui ont en commun qu'à chaque fois, l'opacité des circuits financiers internationaux est concernée, ses redoutables conséquences sont rappelées.

3. Dette extérieure, une nouvelle forme de colonialisme (Par Jordi Gagete Mateos)

Pour bien des citoyens et citoyennes qui se mobilisent chaque année pour que le paiement de la dette extérieure cesse d'étrangler les pays appauvris et les empêche de se développer, cette logique apparaît déjà comme quelque chose d'irrationnel et de déshumanisé.

4. Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Ce qui se joue en Argentine

Par François Chesnais et Jean-Philippe Divès

[extrait]

Ce livre est écrit dans l'urgence, dans le cours même d'un mouvement dont l'issue n'est pas connue ni même prévisible. Il s'adresse à celles et à ceux qui sont engagé(e)s directement, à un titre ou à un autre, dans le combat contre la mondialisation capitaliste, ou qui se sentent concerné(e)s par celui-ci. Il faut, sans tarder, s'intéresser à l'Argentine, de même qu'il faut comprendre, au-delà de ce pays, les enjeux immenses de ce qui se joue aujourd'hui en Amérique latine. Du fait d'une dette extérieure écrasante et de la contrainte qui lui est imposée d'en assurer le paiement coûte que coûte, l'Argentine connaît un chômage et un degré de paupérisation d'une gravité jusqu'alors jamais connue par des économies industrialisées, hors des situations de guerre et de sortie de guerre. L'Argentine s'effondre littéralement sous l'effet des politiques capitalistes de contre-réforme néo-conservatrice (celles qu'on nomme souvent un peu vite "néo-libérales"). De même, du fait de son endettement, elle doit aussi faire face à un projet de recolonisation engagé par les Etats-Unis

et le FMI, mais auquel se joignent également des groupes financiers et industriels français, européens et japonais.

Ce qui se passe en Argentine montre où mènent la libéralisation, la déréglementation et les privatisations capitalistes, mais les leçons des événements argentins ne s'arrêtent pas là. Les intérêts économiques et sociaux qui ont impulsé cette politique, exploitant sans vergogne ni pitié le levier de la dette extérieure, ont misé sur la démoralisation et sur la passivité des chômeurs industriels et des travailleurs ruraux expropriés des campagnes, mais aussi, au delà de ceux-ci, sur la lassitude de l'ensemble de la population. Ils se sont trompés. En décembre 2001, le peuple argentin s'est soulevé. Il a chassé deux gouvernements en quinze jours. Depuis cette date, ceux et celles qui ont été à l'avant-poste du soulèvement – les anciens ouvriers devenus chômeurs à vie, les jeunes salarié(e)s précaires, les habitant(e)s des quartiers de Buenos Aires, de sa grande banlieue et des principales villes de l'intérieur – cherchent à s'organiser, en marge des institutions honnies et face aux partis politiques traditionnels faillis. Les événements argentins montrent ainsi que la lutte contre la mondialisation "néo-libérale" peut dans des circonstances données à un moment trouver des



attac

expressions politiques originales relevant de l'organisation autonome de " ceux d'en bas ".

Pour plusieurs générations de lecteurs européens, s'intéresser à l'Argentine c'est reprendre un fil interrompu, renouer avec une tradition des années soixante et soixante-dix. En France, en Espagne, en Italie, comme dans beaucoup de pays de notre continent, l'Argentine a longtemps été l'objet d'une grande attention de la part de tous ceux qui étaient engagés dans le combat anti-capitaliste et anti-impérialiste ou dans la solidarité avec les pays dits du " tiers-monde ". On débattait et on polémiquait sur des questions telles que la nature du péronisme et l'indispensable indépendance de classe par rapport à lui ; les avancées et les limites de ce qui paraissait l'un des mouvements ouvriers les plus puissants du monde ; les forces et les faiblesses respectives des méthodes politiques d'organisation et de lutte du Chili et de l'Argentine ; enfin, à partir de 1968-69, la validité ou au contraire l'erreur profonde de la stratégie de guérilla rurale puis urbaine défendue par certains groupes politiques argentins et latino-américains .

Le coup d'Etat de Videla de 1976 a mis un terme à l'espoir d'une issue progressiste en Argentine, d'autant plus qu'il avait été précédé dès 1971 par la répression brutale et le début de militarisation du pouvoir en Uruguay, puis en 1973 par le coup d'Etat de Pinochet et la mort de Salvador Allende au Chili. En Argentine, des dizaines de milliers de militants ont été torturés et fusillés ou bien ont " disparu " (beaucoup ont été jetés en mer par avion). Une terrible répression s'est abattue sur l'ensemble du mouvement ouvrier, avant qu'une chape de plomb ne tombe sur le pays. Avec l'effondrement de ce que n'apparaissait plus que comme des illusions, au goût souvent très amer, beaucoup d'Européens ont détourné leur attention de l'Argentine et de l'Amérique latine plus généralement. Nous voudrions aussi que ce livre contribue à les y ramener.

Les 19 et 20 décembre, l'Argentine a vécu deux journées révolutionnaires au sens que ce terme revêt en Europe depuis les révolutions de 1830 ou de 1848. Plusieurs secteurs de la société argentine, jusqu'alors assez séparés, se sont soulevés et ont pris conscience dans la rue que leurs intérêts et leurs objectifs convergeaient. Ils ont affronté le gouvernement en lui contestant sur le terrain l'occupation physique des symboles du pouvoir, à commencer par la célèbre Place de Mai face au palais présidentiel. Malgré une trentaine de morts, ils ont bravé l'état d'urgence proclamé par le président de la République, Fernando de la Rúa. Au cours de la première nuit, ils ont chassé

le ministre de l'économie et des finances haï ; le lendemain, ils ont forcé le président de la République lui-même à démissionner et à fuir du palais présidentiel en hélicoptère. Dix jours plus tard, l'alliance des classes populaires et de la " classe moyenne " a fait tomber le gouvernement transitoire qui avait été mis en place, avant qu'un président de la République très faible politiquement, le péroniste Eduardo Duhalde, émerge des tractations de partis rejetés en bloc par les manifestants.

La situation quotidienne des classes populaires et les exigences des puissances étrangères

Les journées révolutionnaires des 19 et 20 décembre 2001 sont la réaction de la majorité d'un peuple au processus d'effondrement économique et social dont il vit les conséquences dramatiques, mais elles n'y ont en aucune manière mis fin. L'effondrement se poursuit et même s'accélère. Dans le secteur urbain, il y a au bas mot 6 millions de chômeurs et de travailleurs très précarisés, soit plus d'un tiers de la population active recensée, auquel il faut ajouter les travailleurs non recensés vivant de travail au noir. Il y a aussi les ouvriers agricoles dont l'exploitation a toujours été très forte et la vie terrible. En novembre 2001, l'Institut national de statistique (INDEC) évaluait le nombre des pauvres à 14 millions de personnes, dont 4,9 millions " d'indigents " . En avril 2002, soit seulement quatre mois plus tard, les pauvres sont au nombre de 17,4 millions, dont 6,4 millions " d'indigents ". Le nombre des chômeurs augmente maintenant au rythme de plusieurs dizaines de milliers par mois sous l'effet de plusieurs facteurs conjugués : le désinvestissement notable des multinationales (qui date de plus d'un an), l'étranglement du petit commerce (entre janvier et avril, 10.400 magasins ont disparu) et l'effondrement du système du crédit à mesure que les banques tombent en situation de banqueroute virtuelle. Chaque jour des entreprises nationales ferment leurs portes.

Malgré cette situation, le FMI qui été reçu à bras ouverts par le gouvernement et dont le secrétariat à Washington comprend de nombreux Argentins, continue de réclamer à Duhalde le licenciement dans les prochains mois de 600.000 fonctionnaires et salariés de l'Etat fédéral et des provinces. De son côté, le gouvernement Bush avait fait immédiatement parvenir une lettre au gouvernement formé par Duhalde, lui ordonnant de présenter un plan de paiement de la dette "crédible et soutenable " . Ce qui signifie en langage à peine diplomatique : vous devez continuer à payer le service de la dette, et cela



attac

quelles qu'en soient les conséquences tragiques pour le peuple. Le secrétaire du Trésor a reconnu que pour honorer la dette l'Argentine serait obligée " de faire de nouveaux sacrifices ".

Les gouvernements européens, y compris ceux dirigés par les partis socialistes, n'ont pas été en reste. En pleine crise politique du mois de janvier, Hubert Védrine a fait des démarches officielles pour demander à l'Argentine de garantir à la France la sauvegarde des " intérêts des entreprises françaises " , au premier rang desquelles on trouve France Télécom, qui possède la moitié du système de télécommunications du pays (après un partage avec Telefonica d'Espagne), la Lyonnaise des Eaux et Vivendi Environnement, le groupe de négoce alimentaire Louis Dreyfus, Carrefour et Auchan. Pour ce sont des intérêts très importants des groupes espagnols, l'ancien dirigeant du PSOE et premier ministre socialiste Felipe Gonzales n'a pas hésité à se faire l'ambassadeur du grand capital ibérique, au même titre et plus activement encore que le premier ministre conservateur José Maria Aznar. Il s'est carrément rendu à Buenos Aires pour " plaider la cause " des groupes Telefonica et Repsol, dont nous verrons le comportement plus loin. La dette extérieure, dont le montant et les effets sont examinés au chapitre 4, n'est pas une question " financière ". Conjointement à l'action des entreprises étrangères, notamment dans le secteur des services publics, le paiement de la dette disloque les processus productifs qui déterminent les conditions de la reproduction sociale de larges couches sociales.

Une politique de désindustrialisation à très grande échelle et de privatisation de tous les services publics entraîne, comme pour toutes les opérations – militaires ou civiles – de " remise en ordre " des affaires d'un pays par les puissances étrangères, des dommages collatéraux. L'analogie entre les conséquences des plans de restructuration et de privatisation et celle des opérations de " paix " s'impose. Ici, ces " dommages " ne sont autres que la liquidation – liquidation sociale tendant vers la liquidation physique par maladie et dénutrition – d'une large part des anciens ouvriers et de leurs familles . Ce salariat est devenu très largement " redondant " par rapport aux exigences d'accumulation et de valorisation sur une base mondialisée des groupes industriels et financiers des pays capitalistes centraux. L'une des fonctions du FMI et de la Banque mondiale est de tenter de faire comprendre que ces " dommages collatéraux " sont malheureux, mais inévitables. La " main invisible " et les dieux que sont les " marchés " exigent ces sacrifices. Leurs dictats doivent être

mis en œuvre même s'il est difficile d'y voir l'expression d'un dessein désintéressé et harmonieux.

La hausse rapide des prix, qui a été l'une des armes des possédants dans les pays capitalistes périphériques au cours des trois dernières décennies, a repris son cours depuis janvier. Elle se combine cette fois avec un taux de chômage très élevé et qui ne cesse de croître. Un coup de force économique, pour l'heure une sorte de substitut à un coup militaire très difficile, est ainsi porté contre les classes populaires. Force est de constater qu'il est porté à dessein, de façon très consciente. Les grands groupes industriels étrangers et nationaux ont des situations de monopole, souvent doublées de garanties contractuelles obtenues de l'Etat au moment des privatisations, qui leur permettent de fixer les prix comme ils l'entendent.

Ainsi les groupes agro-alimentaires argentins ont-ils le pouvoir économique et politique de proposer aux consommateurs argentins les produits essentiels – la farine, le riz, l'huile, la viande – pratiquement aux mêmes prix que ceux qu'ils pratiquent sur le marché mondial où ils sont exportateurs. Les sociétés étrangères qui ont pu acquérir à vil prix les entreprises nationales de service public grâce aux privatisations du gouvernement du péroniste Carlos Menem, puis fixer les prix de l'électricité ou du téléphone facturés aux foyers au-delà des possibilités d'une fraction très importante de la population . Le prix de l'essence et du gasoil augmente tous les quinze jours avec ses conséquences en chaîne sur la distribution, les transports de marchandises et les transports collectifs. Les groupes pharmaceutiques et leurs intermédiaires locaux spéculent sur les médicaments, notamment ceux nécessaires pour soigner le diabète et le cholestérol qui sont assez répandus en Argentine. Une spéculation analogue porte sur toutes les pièces de rechange que le pays doit importer depuis le démantèlement de son industrie. Les chômeurs ne bénéficient d'aucune protection sociale. Les familles " indigentes " n'ont même plus la possibilité d'acheter du butane pour la cuisine. Dans l'un des pays agricoles les plus riches du monde, le seul maigre repas quotidien de millions d'enfants est au mieux celui que les écoles parviennent encore à leur fournir sur la base de subventions en chute libre et souvent de la solidarité de quartiers pourtant paupérisés. Dans un pays qui pensait, jusqu'au milieu des années 1990, être candidat à l'entrée dans ce que les latino-américains nomment " el primer mundo " (" le premier monde "), la mortalité infantile qui



attac

avait disparu pendant plusieurs décennies est réapparue et a commencé à croître à vive allure.

Et pourtant, malgré ces problèmes lancinants de survie, la mobilisation politique se poursuit. Avec des flux et des reflux, un mouvement d'auto-organisation populaire se développe, en même temps qu'un intense processus de réflexion politique, auquel participent aussi des secteurs des classes moyennes qui n'ont pas encore rejoint les assemblées de quartiers et qui n'ont pas à lutter au jour le jour pour s'assurer des moyens de subsistance, comme doivent le faire les chômeurs et les comités de piqueteros.

Un basculement d'un monde pour des classes entières et une crise politique systémique

Ce sont, en effet, une série de facteurs " subjectifs " qui donnent à la situation argentine des traits originaux et qui permettent d'envisager la possibilité d'une issue " par le haut " : une issue progressiste et radicale, qui bénéficierait de l'appui de millions d'Argentins venant de classes sociales et de parcours politiques différents. Le premier de ces facteurs tient au fait qu'en raison des circonstances économiques et politiques, la vie quotidienne mais aussi la vision du monde de millions de gens ont basculé. Nous venons d'essayer d'expliquer (il faudrait pour ce faire avoir des capacités de romancier social) ce que sont les conditions d'existence des classes populaires. Mais la situation argentine est aussi marquée par la réalité quotidienne, radicalement nouvelle pour elles, à laquelle les classes dénommées " moyennes " se trouvent confrontées. Depuis le début de décembre 2001, elles ont subi des pertes qui sont aujourd'hui très difficilement réversibles dans un pays subordonné dans le contexte du capitalisme mondialisé et financiarisé. Du fait du blocage des comptes bancaires décidé par les banques avec l'aval du gouvernement pour retarder le moment de la banqueroute financière (ce que les Argentins ont nommé le " corralito "), et de la dévaluation très forte du peso qui a suivi, les petits épargnants appartenant aux classes moyennes ont subi une véritable expropriation. Le blocage des comptes était déjà un coup dur. La dévaluation du peso qui l'a accompagné, après des années de change fixe et libre de la monnaie argentine avec le dollar, en a fait une mesure de spoliation sur une très large échelle. Ceux qui en ont été les victimes l'ont compris tout de suite. Institution auparavant objet de leur respect, la banque est devenue un ennemi. Le statut de " gringo del Sur " (Américain du sud du continent) s'efface. Les classes moyennes argentines rejoignent le rang de leurs semblables la plupart des autres pays d'Amérique

latine. Elles " ont la haine ". Les concerts de casseroles (les cacerolazos) sont l'expression la plus voyante d'un processus de dissidence bien plus profond qui ébranle les bases de l'ordre politique.

La seconde raison permettant d'entretenir l'espoir d'une issue " par le haut " tient aux origines et donc à la profondeur de la crise politique en cours. L'effondrement économique et la crise sociale qu'il a suscité sont d'une telle gravité qu'ils ont provoqué une crise politique d'une dimension exceptionnelle. Ce n'est plus une " crise de représentation " comme tant d'autres pays en connaissent, mais une crise de système politique au sens le plus complet du terme. Les dirigeants et les partis politiques qui se sont partagés le pouvoir depuis soixante ans ont perdu toute crédibilité auprès des dirigeants économiques et politiques étrangers dont ils sont les obligés, mais surtout dans le pays même auprès des administrés, des dominés, des exploités, en un mot des " gens de la rue ". Ils subissent de leur part un rejet extraordinairement fort, qui est bien plus qu'une " saute d'humeur ".

Il existe potentiellement beaucoup de pays où les cris " que se vayan todos " (qu'ils s'en aillent tous) et " que no quede ni uno solo " (" que pas un seul ne reste "), ou leurs équivalents, pourraient être lancés. Il y en a très peu où ils le sont effectivement. Il y en a encore moins où ces cris s'adressent à l'ensemble des membres des deux chambres du Congrès – hormis trois ou quatre députés, dont un seul, Luis Zamora, est reconnu par les manifestants comme un des leurs. Le rejet des classes moyennes comme des classes populaires concerne aussi, avec une force au moins égale, une autre institution, à savoir la justice. Après avoir avalisé l'ensemble des privatisations du gouvernement Menem, la Cour de Justice (qui cumule les fonctions de Conseil constitutionnel et de Cour de cassation), a commencé par ratifier le corralito avant de faire semblant de se rétracter un mois plus tard moyennant une interprétation de sa décision. Les manifestants ont inclus de façon répétée les juges dans le nombre de ceux qui " doivent s'en aller ".

Dans le cas de l'Argentine, cette rupture représente une césure historique fondamentale. C'est la première fois que de façon aussi claire, la majorité populaire et prolétarienne qui a si longtemps soutenu les péronistes a rompu politiquement avec eux, même si l'appareil politique justicialiste (nom officiel de la formation péroniste) et celui de la CGT sont toujours debout, en province notamment. De son côté, le Parti radical (l'Union civique radicale ou UCR) a perdu



attac

dans une très large mesure la base traditionnelle dont il disposait auprès des classes moyennes. Le Parti justicialiste et Parti radical sont mis exactement " dans le même sac ". Ils ont perdu les " bataillons populaires " qui leur ont apporté si longtemps un appui, pas seulement dans les élections mais aussi dans la rue. Des formations politiques plus récentes et bien plus petites ont subi pratiquement le même rejet. Ceci explique le rôle de premier plan que la hiérarchie de l'Église catholique joue depuis quelques semaines. D'un côté, elle a accentué ses critiques à l'égard du gouvernement et même du FMI. De l'autre, elle cherche à endiguer le mouvement populaire en coiffant certains secteurs des déshérités grâce à son large réseau d'institutions caritatives.

Une autre dimension proprement " systémique " de la crise de domination est la paralysie politique temporaire de l'armée, qui a pourtant toujours été un protagoniste central des crises nationales argentines. Une des raisons en est la perte de légitimité profonde qu'elle a subi du fait de l'ampleur et de la sauvagerie de la répression qu'elle a menée de 1976 à 1982, durant la dictature militaire instaurée par Videla, perte de légitimité encore accentuée par les conditions scandaleuses de sa lamentable aventure aux Malouines (voir le chapitre 3). L'autre raison, sans doute bien plus décisive que la première, c'est que pour réussir un coup d'État débouchant sur une domination stable ou sérieusement stabilisée, il faut disposer d'une base sociale suffisamment large, contrôler des ressources économiques à distribuer et avoir un projet économique et un plan d'action à moyen terme dont on puisse se revendiquer et auxquels une partie de la population puisse croire. Or dans le cas de l'Argentine, on n'est pas dans cette situation. L'effondrement provoqué par le " néolibéralisme " est survenu après l'échec des politiques économiques antérieures menées dans le cadre de l'appel aux capitaux étrangers pour mener des politiques dites de " substitution d'importations ". De façon très " regrettable ", la mise en œuvre du programme complet du " néolibéralisme " s'est compliquée du fait aussi bien " d'erreurs " de la part du FMI que de l'incurie et de la corruption extrême des dirigeants du pays. Pour sauver les grandes banques étrangères et nationales, il a fallu procéder à l'expropriation de l'épargne des " classes moyennes ", ce qui a renforcé chez ces dernières la compréhension que la voie de la paupérisation les menaçait également. Les catégories inférieures des forces armées ne sont pas épargnées. On comprend que pour l'instant au moins, les candidats à un nouveau coup d'État militaire ne se bousculent pas au portillon.

Un processus profond d'auto-organisation

La bourgeoisie oligarchique et monopoliste argentine n'a plus rien à offrir au peuple argentin. En alliance avec les groupes industriels et financiers auxquels elle s'est subordonnée et dont elle a reçu les prébendes correspondant au travail accompli, elle a transformé un pays riche en un lieu invivable pour la majorité de ses habitants. Aussi voit-on ceux et celles qui, habituellement, en " temps normal ", acceptent de déléguer la conduite des affaires politiques à d'autres – politiciens professionnels, hauts fonctionnaires, avocats et autres généraux – lorsqu'ils ne s'en désintéressent pas complètement, décider sous la pression d'événements d'une extrême gravité de s'en saisir directement, de s'en occuper eux-mêmes. La situation que vivent les Argentins les ont conduit à inventer, ou plus exactement à réinventer dans les formes historiques précises du moment – celles dictées par leur histoire récente et par le potentiel démocratique offert par certaines nouvelles technologies (surtout le Net) – des institutions d'un type particulier, dont les caractéristiques sont l'auto-organisation et des formes de représentation directe. La présence de ce trait qui a toujours annoncé des situations révolutionnaires avant d'en être un élément central, est tout à fait évidente en Argentine. Ce qui donne aux événements leur caractère si inédit, c'est que ce ne sont pas seulement les ouvriers et les autres couches concentrées de salariés, mais aussi une partie de la petite bourgeoisie (les secteurs non salariés de ces " classes moyennes " dont les journalistes parlent avec tant de surprise), qui ont décidé qu'ils devaient tenter de sauver in extremis leurs conditions de vie les plus élémentaires en prenant celles-ci en main eux-mêmes.

Les modalités de l'auto-organisation sont diverses. La forme la plus " ancienne " (remontant à 1993-94) est celle connue sous le nom de mouvement des " piqueteros " (voir le chapitre 5). Le mot " piquet " est d'origine française. Il rappelle ce que le premier mouvement ouvrier argentin, porté par les anarcho-syndicalistes, notamment espagnols mais aussi italiens, doit à ses racines européennes. Il renvoie à celui de piquets de grève. Le fait que ce mot soit à la racine du terme piqueteros n'est pas non plus un hasard. Il traduit l'origine ouvrière de ces institutions originales et puissantes. Les ouvriers jetés à la rue l'ont pris pour désigner des formes d'action qu'ils ont été forcés de mener loin de l'usine, suite à la désindustrialisation brutale qui s'est opérée en l'espace de 15 ans, mais auxquelles ils impriment, grâce à la jonction des expériences syndicales et de lutte dans les



attac

entreprises avec celles des luttes de jeunes dans les zones déshéritées, des formes prolétariennes (dresser des barricades, affirmer un pouvoir de décision face aux automobilistes et à la police, assumer et contrôler au mieux le degré d'affrontement). Ces actions consistent à couper les routes (le corte de ruta), à y faire brûler des pneus, mais aussi à organiser des " soupes populaires " autour de ces piquets, en développant entre-temps toute une série d'activités liées à l'organisation de la survie quotidienne. Dans les grandes villes de l'intérieur, chaque fois que les fonctionnaires et les autres salariés n'étaient pas payés parce que les caisses des gouvernements provinciaux étaient vides (cela est arrivé de très nombreuses fois), ils se sont joints à ces formes d'actions, contribuant à maintenir ainsi le lien entre les piqueteros et les salariés encore employés.

D'autres formes d'auto-organisation se sont inspirées de l'exemple des piqueteros. Dans les zones les plus paupérisées, elles vont de la mise en place de cantines collectives au troc organisé, en passant par l'aide à la scolarisation des enfants avec bibliothèques collectives ou encore la construction de frêles logements. Des entreprises en faillite sont reprises par leurs salarié(e)s et se trouvent au carrefour entre une voie coopérativiste décentralisée et une appropriation et mise en commun des ressources pour répondre à des exigences de la société. Les épargnants, dont un grand nombre (près de 50% du total) épargnait pour disposer d'un logement (condition pour survivre après une baisse brutale de salaire), s'attaquent aux banques. Ils forcent leurs portes et commencent à recevoir l'appui d'employés de banque qui craignent pour leur emploi. Les cacerolazos se doublent de papelazos : les employés d'entreprises qui ferment balancent par la fenêtre les " archives " illustrant leur travail passé qui, lui aussi, est jeté à la rue...

Le recours à " l'auto-convocation " pour manifester en masse est la forme de l'auto-organisation dont les journalistes étrangers ont le plus parlé depuis les événements du 19 et 20 décembre. Elle a été le fait de regroupements dans les quartiers, qui ont pris dès la fin de décembre la forme d'assemblées de " voisins " ou de quartier (dites aussi assemblées populaires) combinant des tâches matérielles et une élaboration politique. Ces assemblées ont pris sur elles de délibérer sur tout ce qui s'effondre dans la vie quotidienne des gens et de chercher à y porter remède face aux effets conjugués du retrait de l'Etat et des stratégies provocatrices des groupes industriels et financiers étrangers. Des débuts de centralisation ont été entrepris dans plusieurs

zones et villes, notamment dans la capitale sous la forme d'une Assemblée inter-quartier qui se réunit dans le Parque Centenario au cœur de Buenos Aires. Si ces formes d'auto-organisation sont le dernier élément majeur qui justifie à nos yeux la caractérisation de la situation que nous avons donnée plus haut, les problèmes auxquels se heurtent ceux qui font partie des assemblées ou qui les animent, sont très importants. Les femmes et les hommes qui ont commencé à franchir le pas de " l'autonomie " sont entrés en terrain inconnu, dont ils ont vite dû commencer à apprendre les difficultés et détecter les embûches. Nous y revenons un peu plus longuement dans le chapitre 6.

Aiguïsement des contradictions et aggravation des affrontements

Au moment où nous écrivons, le mouvement politique et syndical progressiste et populaire est taraboué d'interrogations sur l'avenir de ce processus, comme sur les objectifs que devrait se fixer le mouvement et les stratégies qu'il devrait adopter. Les organisations trotskistes qui dominent l'extrême gauche et dont l'intervention dans le mouvement des piqueteros et dans les assemblées est importante, tout comme celles de " gauche " qui se déclarent seulement " anti-néo-libérales " mais qui y sont aussi actives, sont traversées par de profonds débats. Le chômage ne cesse de s'étendre. Il frappe toutes les couches populaires. La lutte contre ce fléau et ses effets se pose dans les assemblées de voisins, dans les soulèvements qui ont lieu dans des villes de province, dans les luttes de la fonction publique (contre la réduction du nombre des emplois et le non-paiement des salaires). Dès lors se trouve également posée la question des modalités d'une alliance organique entre assemblées de quartier et piqueteros, afin d'unir leurs forces et assurer une sorte de division des tâches. Un dépassement de cette dualité des formes d'auto-organisation a parfois été opéré, sous la pression des nécessités de la survie, dans certaines villes de provinces. Une telle alliance permettrait de faire face aux opérations de division qui sont menées en direction des piqueteros par l'Eglise et par certaines grandes ONG, ainsi que par l'appareil péroniste et ses réseaux clientélistes, en s'appuyant sur la répartition de l'aide caritative ou sur des subventions et " plans d'emploi ". Elle constituerait une réponse au processus centrifuge qui fait que beaucoup de gens, dont le nombre varie selon les couches sociales, ne sont pas tournés vers l'avenir mais rêvent du passé : le " retour du plein emploi " des années 70 ; " el estado de bienestar " (à la fois Etat-providence et situation de bien-être) avec notamment son



attac

assurance vieillesse ; des aides d'Etat substantielles à la scolarisation et à la nourriture. Un accord sur un plan d'urgence et une meilleure centralisation de l'insoumission et de la révolte dans le cadre de l'auto-organisation seraient des éléments de projection vers le futur, vers une société qui apporterait une solution aux besoins de la population. Et la question de formes nouvelles d'exercice du pouvoir politique commencerait aussi à trouver des traductions concrètes.

Préparé par la politique de libéralisation entamée dès 1976 sous la dictature de Videla, un vaste processus d'expropriation des richesses du pays et de destruction des conditions d'existence de ses habitants a eu lieu par étapes depuis dix ans. Il a pris la forme des privatisations des entreprises publiques qui ont été des braderies au profit du capital financier international et national, de l'acquisition des terres agricoles par des groupes financiers ou des banques hypothécaires (Banco Nacion, Banco de Provincias, Banco Hipotecario) et enfin de l'expropriation de la petite épargne sous l'effet conjoint du blocage des comptes et de la dévaluation. Ce processus et ses résultats ont fini par susciter une prise de conscience et qui plus est un changement d'opinion face à la grande propriété privée. Au regard de la condition quotidienne des gens et des provocations économiques incessantes des grands groupes industriels et financiers, l'idée d'une ré-appropriation sociale des biens de production, de distribution et de communication stratégiques n'apparaît plus comme exorbitante. Dans la situation de l'Argentine, cette position se présente de plus en plus comme une mesure démocratique élémentaire : pour répondre aux besoins urgents et prioritaires de la population, il est devenu nécessaire de socialiser les richesses et d'organiser leur utilisation selon des modalités décidées collectivement et démocratiquement. L'élaboration d'un programme centré autour de cette nécessité s'affirme comme une exigence du moment. Ces idées sont maintenant formulées dans les réunions tenues autour des dernières propositions en date du collectif des " économistes de gauche " . Elles font leur chemin et viendront de façon toute naturelle à l'ordre du jour dans les assemblées de quartiers et les comités piqueteros.

Tout processus renfermant la possibilité d'un changement politique et social révolutionnaire appelle obligatoirement de la part des dominants des tentatives de réponse, voire des ripostes ouvertement contre-révolutionnaires. Dans les provinces de l'intérieur du pays (Rio Negro, Jujuy, Chubut, Salta, San Juan...) où les problèmes de survie quotidienne sont les plus aigus, les actions

populaires les plus directes, les affrontements les plus marqués et la répression la plus forte, on voit qu'une expérimentation sociale à grande échelle est en cours. C'est là que le FMI a demandé à Duhalde de faire de nouvelles coupes budgétaires. Privés des subventions fédérales et donc forcés d'appliquer une austérité encore plus brutale, les gouvernements locaux ont dû constamment accentuer la répression. Ils ont eu recours à l'émission de sortes d'assignats en petites coupures (y compris d'un peso) qui font office de monnaie. C'est une " monnaie de singe ", mais elle permet la survie. Le FMI exige le retrait de ces assignats et le licenciement des 300.000 employés publics provinciaux qu'ils servent à payer.

Cette politique exige un " gouvernement fort ". Aussi voit-on se dessiner les prémices de la mise en place d'une " démocratie autoritaire " qui serait construite sur un " fédéralisme " (terme désignant la décentralisation) accru et plus précisément encore sur un développement des solutions " locales ". Appuyées par la hiérarchie catholique et certaines grandes ONG, ainsi que par les débris de l'appareil péroniste avec ses réseaux clientélistes que l'ancien président Carlos Menem veut réactiver, de telles solutions seraient censées répondre aux problèmes de la survie avec des allocations de misère. En cas de succès, même relatif, il appartiendrait aux spécialistes de la communication et autres politologues acquis à l'ordre établi, de les présenter comme les canons de la nouvelle démocratie dans les pays auxquels l'impérialisme impose de nouveau un statut semi-colonial. Le résultat du " néolibéralisme " sinon son objectif est de le réimposer à un pays qui avait tenté d'échapper à ce statut par une industrialisation tardive. Les transferts de propriété d'entreprises comme de richesses agricoles par des achats à vil prix donnent à ce processus l'allure d'une véritable recolonisation. Celle-ci prend des formes toujours plus voyantes, telles que l'acquisition de terres agricoles par des groupes financiers (Ted Turner de la CNN, la famille italienne Benetton ou, récemment, l'alliance Dassault-Rothschild qui a accaparé une part significative des vignobles de la région de Mendoza).

En raison de la profondeur de la crise sociale et du fait que les élites économiques et politiques " nationales " ont perdu l'appui dont en temps normal elles bénéficient, et qui ne leur avait jamais fait vraiment défaut en Argentine, il sera difficile que la contre-révolution soit principalement le produit direct de forces endogènes, comme cela fut encore le cas en 1976, lors du coup d'Etat militaire de Videla. Cette



attac

fois-ci, la riposte contre-révolutionnaire devra être conçue et même très largement menée à partir de l'étranger. Elle prendrait alors la forme d'une recolonisation y compris politico-institutionnelle, dont les contours se dessinent déjà au travers d'articles qui paraissent dans la presse financière anglo-américaine. Ces articles sont analysés dans le dernier chapitre du livre où l'on verra des économistes américains évoquer la nécessité d'une mise sous tutelle directe de l'Argentine, sa soumission à une sorte de protectorat dont d'autres exemples existent déjà ailleurs dans diverses configurations : aux Philippines, en Afghanistan ou dans l'ex-Yougoslavie. Ce projet n'est pas une abstraction puisque les prémisses commencent à en être créées concrètement à travers le rachat à vil prix (la parité dollar-peso est passée de 1 à 3,5) des entreprises, les quelques entreprises nationales restant à vendre mais aussi celles que le capital européen malmené par la crise économique et financière doit lâcher. Au niveau continental, c'est par le biais d'une "normalisation" politique et militaire brutale dans les pays plus au nord – la Colombie et le Venezuela – que les Etats-Unis ont commencé à agir.

Même si le processus contenant en son développement la possibilité d'un changement politique et social révolutionnaire, est nourri par des facteurs qui lui permettront de s'étendre sur de longs mois, même si le mouvement d'auto-organisation a une force propre considérable, la situation actuelle ne pourra pas se prolonger indéfiniment. Soit elle évoluera vers une transformation véritable des rapports de propriété, dont les bases politiques et les institutions devront être radicalement nouvelles par rapport à tout ce qui a marqué les révolutions depuis la fin de la Seconde guerre mondiale ; soit l'Argentine sera ramenée à une sorte " d'âge de pierre " dans le cadre d'un protectorat américain administré par le FMI, avec une redéfinition de sa place dans la division du travail du continent.

Sur le plan militaire, l'Argentine est déjà insérée dans le Plan Colombie, plan de reconquête impérialiste du contrôle de l'Amazonie dont les visées sont bien plus étendues que la guerre menée contre les forces de guérilla en Colombie (FARC et ELN). Elle a d'abord accepté l'installation d'une base à Salta (dans le nord du pays) et maintenant la décision d'entraîner des pilotes colombiens sur des avions anti-guérilla de fabrication (sous licence) argentine. De plus, le gouvernement de Duhalde s'est récemment aligné sur l'Uruguay, pivot logistico-diplomatique des Etats-Unis et sur le Mexique dans l'opération visant à étrangler Cuba encore un peu plus. Le

processus révolutionnaire dans lequel le mouvement populaire s'est engagé en Argentine s'insère ainsi dans un combat d'une ampleur imprévisible il y a quelques années encore, entre l'impérialisme et les peuples d'Amérique latine.

Contact pour cet article. cs@attac.org

Les paradis fiscaux à la lumière de l'actualité récente

Par Jean Boulnois

Du 11 septembre 2001 au 11 septembre 2002

Les attentats du 11 septembre, les scandales financiers aux Etats Unis et ailleurs, la mise en examen en France de cadres de grandes banques, le coup de gueule contre Monaco d'un juge échaudé, et autres affaires de corruption, voilà autant d'événements qui ponctuent quotidiennement ou presque l'actualité de ces derniers mois et qui ont en commun qu'à chaque fois, l'opacité des circuits financiers internationaux est concernée, ses redoutables conséquences sont rappelées. La plupart du temps, les paradis fiscaux, clef de voûte de cette opacité, sont pointés du doigt.

Ce pourrait être autant d'occasions fortes, pour les gouvernements démocratiques, d'avancer dans la tentative d'assainir la finance.

Malheureusement, indépendamment des écueils réels de cette entreprise, les contradictions au niveau politique sont criantes.

Le financement du terrorisme représente des sommes minuscules, comparées à celles du blanchiment de l'argent sale. Quelques dizaines de millions de dollars pour le premier, des centaines de milliards de dollars pour le second : un rapport de 1 à 10000 sur l'échelle de l'invisibilité. Ajoutons que les deux problématiques sont assez différentes : financer des activités terroristes, c'est du « noircissement » d'argent provenant d'activités licites, ce qui n'en facilite pas la détection. Ce n'est donc en fait qu'un autre symptôme discret d'une même maladie qui est l'existence de circuits financiers incontrôlés.

Mais si les grandes déclarations de guerre contre les circuits de financement du terrorisme, faites quelques jours après le drame new-yorkais, ont eu si peu de résultats un an après, ce n'est pas uniquement pour des raisons techniques. C'est tout le système qui organise l'opacité financière sous le regard bienveillant des gouvernements démocratiques qu'il faudrait revoir, M. Bush, et



attac

vous le savez bien. Les terroristes ne font après tout qu'utiliser les circuits de l'évasion fiscale très bien rodés par les détenteurs de capitaux de tout poil.

Les Etats Unis ne sont-ils pas en effet, à l'instar des autres puissances économiques, de grands utilisateurs des paradis fiscaux ? ENRON, géant nord-américain de l'énergie dont on a assisté tout récemment à la faillite frauduleuse, avait mis au point un montage comptable à base de 800 filiales dans les paradis fiscaux, dont 670 aux seules Iles Caïman, ce qui d'une part lui a permis de ne pas payer l'impôt pendant plusieurs années et d'autre part a contribué à l'opacité de comptes présentant une fausse bonne santé financière à des fins spéculatives ; les actionnaires non initiés ont été dupés, et des millions d'américains ont vu leur retraite fondre comme neige au soleil. L'administration américaine ne pouvait pas ignorer ce genre de pratiques, ainsi que celles de nombreuses autres sociétés. Ce qui ne l'a pas empêché pas de défendre cet été même devant l'OMC, le droit pour ses grandes entreprises d'utiliser des filiales (les Foreign Sales Corporations) dans certains paradis fiscaux. En dehors du fait que cela revient à des subventions déguisées contraires à la libre concurrence, les Etats Unis continuent ainsi à légitimer des circuits financiers facilitant la fraude et où l'opacité nécessaire à l'évasion fiscale sert aussi les réseaux terroristes comme Al Qaïda. Ceci montre une fois de plus le lien pervers entre le laisser-faire économique et la criminalité.

Le recours à des stratégies comptables mettant à profit des juridictions volontairement déficientes est pratiqué d'une façon banale par les entreprises transnationales, et pas seulement américaines. L'ingénierie financière a mis au point des montages juridiques sophistiqués à base de sociétés-écran pour répondre à leurs besoins d'« optimiser » leurs investissements, c'est à dire en réalité d'échapper à leurs obligations comptables et fiscales ; mais d'autres entités ont eux aussi profité de ces possibilités, parmi lesquelles les mafias, les réseaux criminels, et tous ceux qui ont des raisons inavouables de rechercher le secret des affaires.

Ainsi, les flux d'argent sale se mélangent intimement aux autres flux de capitaux, créant ce qu'on pourrait appeler de la « finance grise ».

Dans le domaine du manque de cohérence politique, il faudrait bien sûr commencer par balayer devant sa porte. En avril 2002, Monaco et Andorre ont été inscrits par l'OCDE sur sa liste noire des paradis fiscaux, où sont épinglés par la

communauté internationale ceux qui coopèrent le moins à la lutte contre les pratiques fiscales dommageables. Cette distinction peu honorifique de 2 territoires sous semi-protectorat français éclabousse la France. Elle indique que l'opacité financière y est bien organisée, et que la justice est mise hors d'état de perturber les affaires. En ce qui concerne Monaco, le rapport parlementaire de Vincent Peillon (mars 2000) l'avait déjà mis en évidence. Venant comme une nouvelle confirmation, paraît en juin 2002 le livre d'un juge d'instruction français témoignant qu'à Monaco la justice ne peut pas s'exercer de façon indépendante (cf. « juge à Monaco », Charles Duchaine). La France, qui participe de fait au gouvernement, à la justice, à la tutelle des établissements bancaires et même au budget de Monaco, se retrouve dans la position de cautionner un territoire de non-droit. Mauvais élève montrée du doigt, alors qu'elle voulait être la première de la classe : membre actif du GAFI (1) et du comité des affaires fiscales de l'OCDE (2), sa crédibilité ne peut qu'y être affaiblie, alors qu'elle réclame vertueusement plus de régulation des pratiques financières dommageables. Comment ensuite froncer les sourcils vis à vis de la Grande Bretagne, à propos de Jersey ou de Gibraltar ? Comment oser taper du poing sur la table face au Luxembourg ou à la Suisse, enfants terribles de la finance sans loi ? Les pays européens, alliés des Etats Unis dans la lutte contre le terrorisme, font entendre le discours vertueux de la lutte nécessaire contre les circuits de la finance criminelle et, fait plus nouveau, contre l'évasion fiscale. Néanmoins les négociations se bloquent vite quand il est envisagé d'échanger des informations sur des comptes bancaires pour lutter contre l'évasion fiscale. Il est vrai que le Luxembourg et surtout la Suisse font tout ce qu'ils peuvent pour freiner ces progrès (Le Monde, 09/09/02) qui menacent directement leur fonds de commerce. C'est le moment pour les citoyens européens de faire pression sur leurs gouvernements respectifs pour qu'ils soient fermes tout en faisant le ménage chez eux. ATTAC initiera ce mouvement par ses actions "cash cash party" dans les paradis fiscaux frontaliers (Luxembourg, Jersey, Andorre et Monaco), et par le lancement d'une pétition européenne.

Les contradictions ne sont pas que politiques. Un autre fait marquant de cette période (janvier 2002) le montre : la mise en examen pour blanchiment aggravé du PDG de la Société Générale (SG) dans l'affaire du Sentier, faisant suite à celle d'autres cadres dans d'autres banques, dont la Société Marseillaise de Crédit et la Banque Populaire Bred, etc.. : pas moins de



attac

124 mises en examen (le Monde, 10/09/02). C'est un petit séisme qui touche tout le milieu bancaire. Cette affaire est instructive, car elle nous éclaire sur les failles béantes des mesures techniques préventives préconisées contre le blanchiment. On y voit en particulier une grande banque _ et ce pourrait être sans doute n'importe quelle autre_ « utilisée » pendant des mois voire des années par un circuit de blanchiment passant par Israël. Or ce pays figure la liste noire du GAFI(1) parmi la quinzaine de pays ou territoires non coopératifs dans la lutte contre le blanchiment (PTNC), vis à vis desquels les banques sont justement tenues d'exercer une vigilance accrue.

Dans ce cas, une déclaration de soupçon, pourtant obligatoire, aurait dû être effectuée dès le début. On voit ici à quel point l'édifice du contrôle anti-blanchiment, que les états ont décidé de faire reposer essentiellement sur les banques, est branlant. Pourquoi ? La lettre du directeur de la SG, Daniel Bouton, qui tente d'expliquer à tous ses clients les circonstances de cette affaire (janvier 2002), apporte déjà quelques éléments de réponse : le très grand nombre d'opérations (par ex. la SG traite plus de 2 millions de chèques par jour, les banques françaises plus de 5 milliards par an), l'automatisation poussée du traitement, le flou dans les directives de l'autorité de tutelle (la commission bancaire en l'occurrence), autant d'éléments qui permettraient, selon lui, à des opérations illicites de passer au travers des mailles du filet. Un aveu d'impuissance qui contraste singulièrement avec le discours commercial rassurant (voir la réponse de la SG à notre campagne de lettres(3), site internet [attac84](http://attac.org)). Concluons de cette affaire que la surveillance des flux d'argent par les banques comporte aujourd'hui des lacunes, pour des raisons de coût, peut-être, mais surtout par manque de volonté à tous les niveaux.

Faut-il en effet s'étonner que les banques aient des difficultés à se montrer suspicieuses vis à vis de leurs propres clients au risque de perdre des affaires ? Ici le conflit d'intérêt est patent, le commerçant ne peut être son propre gendarme. Faut-il encore s'étonner que les gouvernements successifs hésitent à imposer à ces acteurs tout-puissants de l'économie des procédures contraignantes et coûteuses contrariant la logique du laisser-faire économique ? Ce ne serait pas dans l'air du temps. Les blanchisseurs ont encore de beaux jours devant eux.

L'état de droit ne pourra pas pour autant renoncer à assainir les circuits financiers, c'est une question de simple sauvegarde de la démocratie dans le monde. La condition essentielle pour réussir est la

décision des Etats d'instaurer un contrôle indépendant des professions financières, dont le corollaire est le développement d'outils pour une traçabilité des flux de capitaux, au service des enquêteurs compétents de la police, de la justice et du fisc (y compris l'accès aux données du « clearing »(4)). Il s'agit de créer un droit de regard de chaque système juridique national dans l'espace financier international. Par ailleurs, afin de supprimer les passerelles entre les espaces de non-droit et les démocraties, il faudrait interdire aux banques et aux autres professions financières d'implanter des filiales dans les paradis fiscaux et autres territoires offshore, voire de correspondre directement ou indirectement avec des entités dans ces territoires. Ceci devrait s'appliquer plus généralement à toutes les sociétés transnationales et leur réseau de filiales offshore.

En attendant, la France devrait résoudre la question de ses liens compromettant avec « ses » paradis fiscaux, qu'elle veille à l'application complète des recommandations du GAFI(1), qu'elle prenne l'initiative de mesures de rétorsion sévères à l'égard des territoires non coopératifs, qu'elle donne les moyens à sa justice pour opérer et coopérer au niveau international. Beaucoup de pain sur la planche du législateur . et du citoyen.

Jean Boulnois
Contact pour cet article.
Paradis.sud.luberon@attac.org

(1) GAFI : Groupe d'Action Financières sur le blanchiment des capitaux comprenant 29 pays, la commission européenne et le conseil de coopération du Golfe. Il a édité ses « 40 recommandations » visant à normaliser les législations des pays dans ce domaine. Il fait paraître régulièrement une liste de pays mis à l'index (les PTNC)

(2) Comité des affaires fiscales de l'OCDE : traite des « pratiques fiscales dommageables » à la concurrence et aux budgets des états. Il édite sa propre liste noire.

(3) Campagne ATTAC (en cours) de lettres aux banques les interpellant sur leurs implantations dans les paradis fiscaux : voir le site internet <http://www.local.attac.org/84/SL/banques.htm> ou contacter ATTAC Sud Luberon: paradis.sud.luberon@attac.org

(4) Clearing : mécanisme de compensation des ordres de paiements internationaux. Voir le livre de D. Robert « révélation\$ » dénonçant l'opacité des établissements qui en ont la charge.

Plus d'informations.
Semaine d'actions internationales
www.attac.info/cash-cache-2002



attac

Dettes extérieures, une nouvelle forme de colonialisme

Par Jordi Gagate Mateos
Traduction. Odile Bouchet et Grégoire Seither,
coordintrad@attac.org traducteurs bénévoles

La logique qui préside à l'origine et au maintien de la dette extérieure des pays appauvris est la meilleure justification de l'utilisation de cette terminologie et, en même temps, un bon exemple de la façon dont la recherche du profit s'impose dans les rapports de marché - au delà de toute autre considération. Pour bien des citoyens et citoyennes qui se mobilisent chaque année pour que le paiement de la dette extérieure cesse d'étrangler les pays appauvris et les empêche de se développer, cette logique apparaît déjà comme quelque chose d'irrationnel et de déshumanisé.

De la même façon, des organismes internationaux comme le Parlement Européen et Latino-Américain présentent de leur côté des initiatives pour que la question du paiement de la dette soit considéré du point de vue du Droit International Public, qui veut que la hausse arbitraire d'intérêts de crédits est illégale. Tout a commencé par un excès d'argent. Selon un rapport publié par le CAUM (Club des Amis de l'Unesco de Madrid), c'est pendant les années 60 et 70 que la grande affluence de dollars en provenance des pays producteurs de pétrole a commencé à saturer les grandes banques européennes et nord-américaines, celles-ci cherchant donc de nouvelles façons de tirer profit de leur argent. Celui-ci a été investi peu à peu dans des crédits aux pays en voie de développement, crédits concédés sans autre critère que celui de placer un capital, capital qui devra être récupéré ultérieurement assorti de l'intérêt escompté, augmentant ainsi les bénéfices de l'entité bancaire. Le montant des intérêts a été fixé par les entités bailleuses de fonds, c'est à dire les gouvernements des pays enrichis, le Fonds Monétaire International ainsi que les banques privées. Mais seul est resté " fixe " le prêt des gouvernements, alors que ceux des autres entités, qui représentaient 62% de la dette en 1982, ont augmenté selon les variations de la situation économique internationale, et la banque privée s'orientait vers des placements plus rentables. La politique agressive nord-américaine a rendu le dollar plus cher, la crise du pétrole des années 80 a fait baisser les bénéfices des banques, car le prix du baril a augmenté : les banques ont donc décidé d'augmenter les intérêts dans le but de maintenir leurs bénéfices à tout prix. Tous ces facteurs ensemble ont provoqué une croissance démesurée de la dette extérieure qui

est ainsi devenue " la plus grande saignée économique qu'aient subi les pays appauvris " selon le CAUM.

Stratégies financières

La stratégie financière derrière l'attribution de ces crédits était la recherche du bénéfice maximum, un facteur qui a contribué à aggraver la situation des populations dans les pays destinataires tel que les Philippines, le Brésil, le Zaïre, le Nicaragua, le Chili et l'Argentine. Ces pays consacraient les crédits au financement des dépenses militaires ou à remplir un peu plus les caisses des dictateurs. Pendant les années 70, en pleine époque d'attribution de crédits, le commerce d'armes en provenance des pays enrichis destinées aux pays appauvris est passé de 21% à 41% du commerce global. Les crédits concédés pour des projets déterminés ont eu pour les populations une rentabilité souvent très faible voire négative. C'est le cas, selon le CAUM, de l'investissement dans une centrale nucléaire proche d'une zone volcanique, à Bataang (Philippines), ou dans des complexes industriels pour fabriquer de l'acier dans un pays sans fer, le Togo, sans parler de la construction d'une réplique de la Basilique Saint Pierre dans l'un des pays les plus pauvres du monde, la Côte d'Ivoire, ou la construction de 1500 km de routes dans l'Amazonie brésilienne, routes qui ont provoquées le déboisement de la région de Rondonia et qui sont à l'heure actuelle inutilisables. Un autre facteur d'aggravation de la situation est le fait que certains des crédits accordés par une banque étaient déposés sur des comptes de cette même banque, au nom des dirigeants alors en place, ceux-ci parvenant ainsi à s'enrichir aux dépens du peuple dans la misère.

Nouveau colonialisme

Aujourd'hui comme hier, les circonstances qui entourent l'accord de crédits et leur recouvrement n'ont pas varié pour l'essentiel, il s'agit toujours un instrument d'appauvrissement des pays du Sud, et d'enrichissement des pays industrialisés. Actuellement, tant les crédits du Fonds Monétaire International que ceux des entités bancaires privées sont accordés à condition que ces pays se soumettent à un plan de réajustement structurel dicté par les bailleurs de fonds. Réajustement structurel signifie entre autres : élimination des contrôles sur les investissements et les entreprises étrangères, réduction des politiques sociales et du contrôle des salaires, privatisation des entreprises publiques, imposition de monocultures, mesures d'encouragement de



attac

l'investissement étranger et la dévaluation de la monnaie.

Toutes ces activités profitent toujours aux entreprises ou aux gouvernements capables d'investir et de rentabiliser l'investissement. On peut à cet égard citer la société Telefonica : en 2000, le gouvernement espagnol a accordé à l'Amérique Latine, au titre d'Aide au Développement, 50 milliards de pesetas, et Telefonica a eu cette même année une rentabilité pour cette région de 100 milliards de pesetas. Les conséquences des politiques d'ajustement ont d'ordinaire un coût social fort élevé, car en fait, elles écartent toute initiative sociale au bénéfice de la rentabilité monétaire.

De sorte que, même si les données macro-économiques indiquent une augmentation de production, l'exportation de tel ou tel produit ou une progression de l'entrée de devises, la réduction des salaires, la hausse des prix en conséquence de la dévaluation de la monnaie, ou l'augmentation du chômage dû à la hausse des intérêts et à la réductions des coûts aggravent en fait la pauvreté et renforcent l'exclusion sociale. Dans les communiqués et les informations en provenance des organismes financiers internationaux la thèse que le modèle de développement capitaliste est l'unique solution aux problèmes de la pauvreté dans le monde est présenté comme une chose indubitable La page web de la Banque Mondiale porte ainsi le slogan " Notre rêve, un monde sans pauvreté ". On y explique aussi que ce "rêve" progresse à petits pas, car tous les pays ne vont pas atteindre les objectifs de développement prévus, et ne le feront pas "à moins que la coopération internationale pour réduire la pauvreté ne s'intensifie". Cette coopération parvient aux pays appauvris sous forme de flux de capitaux et ont augmenté d'année en année. On les appelle Flux Ajoutés de Ressources Nettes, et en cinq ans seulement, de 1990 à 1995, ils ont augmenté de 118%, atteignant la somme de 231 300 milliards de dollars, selon les chiffres de la Banque Mondiale. 72% de ces flux sont des capitaux privés et ils sont la source principale des flux nets. Ils arrivent aux pays destinataires et beaucoup sont investis dans les " programmes d'ajustement structurel " à charge de la dette extérieure des pays et à un taux d'intérêt variable : puisqu'ils sont des crédits privés ils ne bénéficient pas des taux fixes des crédits gouvernementaux.

Comme nous l'avons signalé plus haut, les "programmes d'ajustement" se développent en exploitant les ressources du pays et sont menés à bien, dans la plupart des cas, par des entreprises

étrangères ou des entreprises nationales a forte participation étrangère. C'est par exemple le cas du projet "Grande Carajás" au Brésil. En conséquence, selon le barème de la Banque Mondiale, le rapport " dette-exportation " est une des variables les plus importantes, et le développement des pays est mesuré par la décroissance de cette variable : " en 1996 la dette extérieure des pays appauvris a augmenté de 8% mais elle a été compensée par l'augmentation des exportations ", assure le rapport de la Banque Mondiale de cette année-là. Du point de vue des économies des pays industrialisés les deux variables sont rentables, car la dette extérieure finit par être un investissement rentable, grâce aux intérêts qu'elle engendre et à la pression qu'elle exerce, tandis que les exportations finissent par profiter aux entreprises extractrices étrangères et à l'économie de leurs pays en général, puisqu'ils sont en mesure d'imposer, via les programmes d'ajustement, des activités qui ne portent pas préjudice à leur propre production.

Initiatives

Martín Lozada, Professeur de Droit International à l'Université de Fasta-Bariloche, en Argentine, décrit dans un de ses articles les conséquences de la dette extérieure, en signalant le fait que le paiement de cette dette "réduit et conditionne toute possibilité de développement des pays sous-développés, en diminuant violemment le niveau de vie des populations, en réduisant les possibilités d'emploi, et en sapant peu à peu les systèmes de santé et d'éducation des pays endettés." A tel point que les chiffres scandaleux auxquels on est arrivé justifient le besoin d'approfondir les aspects juridiques du problème, afin de trouver, dans le Droit, des éléments qui permettent une solution juste et équitable, aidant ainsi au progrès et au bien-être des peuples des pays endettés.

Selon Lozada, les parlements Latino-Américains et Européens ont proposé une initiative basée justement sur le Droit International. Cette initiative s'en prend à la hausse des taux d'intérêts décidée par la Federal Reserve Bank en 1980, passant en quelques mois de 6% à 22% - hausse qui a été appliquée unilatéralement à tous les pays débiteurs et qui a eu pour résultat l'accroissement exorbitant de la dette extérieure. Selon les parlements Latino-Américains et Européens, cette hausse "contrevient aux principes généraux du droit des nations civilisées, reconnus comme source du droit international dans les Statuts du Tribunal de La Haye." Les deux parlements ont sollicité le soutien d'autres pays afin de demander à l'Assemblée Générale



attac

des Nations Unies qu'elle sollicite un avis consultatif de la Cour Internationale de Justice de La Haye. Ceci afin de confronter le problème de la dette extérieure aux principes généraux du droit international contemporain, selon les statuts de la Cour, Art. 38 c.

Lozada soutient que la thèse des deux parlements est fondée sur le fait que ces augmentations arbitraires de taux d'intérêt appliquées aux crédits enfreignent les principes de droit interne, positif et en vigueur : "notamment entre autres, ceux qui répriment l'usure, l'abus du droit et l'enrichissement illicite ; ceux qui sont liés à la cherté excessive survenant dans une prestation et sa compensation nécessaire ; la bonne foi objective ; l'équité et l'inviolabilité des droits de l'homme, en particulier le droit à la vie L'objectif des deux Parlements est que la Cour Internationale de Justice manifeste que la dette extérieure est une question régie par le Droit International Public et qu'elle déclare, ce faisant, le caractère illicite des hausses unilatérales et illimitées des taux d'intérêt, en établissant les critères légaux pour déterminer ce que les débiteurs ont vraiment acquitté du capital et des intérêts, ainsi que les montants encore exigibles conformément au droit. "

S'il est vrai que l'opinion de la Cour Internationale de Justice n'impliquerait pas la remise ni la diminution de la dette, les avantages qu'apporterait son avis fourniraient, selon Lozada, de précieuses possibilités de défense dans d'éventuels procès intentés contre les pays débiteurs en situation de retard ou de cessation de paiement. Ce serait valable devant les tribunaux régis par le droit anglo-saxon, qui appliquent directement le Droit International Public comme loi du pays. Les opinions consultatives ont, en principe, valeur inaliénable pour les organismes du système des Nations Unies, parmi lesquels se trouvent le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale. " Au pire, cette initiative laisserait au moins en évidence les abus des entités et des pays créditeurs disposés même à enfreindre publiquement les traités internationaux afin d'obtenir des profits.

Les citoyens se mobilisent

Le Réseau Citoyen pour l'Abolition de la Dette Extérieure, RCADE, est un regroupement d'entités et de particuliers qui unissent leurs forces en vue d'un objectif commun : obtenir l'abolition de la dette extérieure. Cet objectif s'est progressivement étendu à d'autres éléments à mesure que se développait le réseau lui-même.

C'est ainsi que diverses actions ont été réalisées, parmi lesquelles se trouve la présentation au Congrès des Députés (Espagne) d'un million de signatures pour la campagne " Dette Extérieure, Dette Eternelle " et la consultation citoyenne faite le 12 mars 2000 en Espagne, référendum qui demandait à la population de se manifester sur divers points en rapport avec la remise de la dette aux pays appauvris, et qui a obtenu plus d'un million de votes favorables à la remise de la dette.

L'initiative citoyenne de la RCADE va au-delà de la remise de la dette et propose même la restitution de la dette historique de la majeure partie des pays à technologie développée vis à vis des pays appauvris. Dans le Document Technique de Pression Politique Internationale de la RCADE, les réclamations de ce réseau sont posées en six points, qui sont détaillés ensuite en propositions concrètes rassemblant les mesures nécessaires pour mener à bien une vraie transformation qui éliminerait la logique engendrée par la dette extérieure.

Ces six points sont :

- 1 La transparence absolue en matière de développement des peuples du Sud.
- 2 Le règlement total de la dette des pays appauvris.
- 3 Investir dans le développement l'argent libéré par le paiement de la dette.
- 4 Le Sud a besoin de ressources extérieures non remboursables qui l'aideront à sortir de l'état de pauvreté.
- 5 L'Etat espagnol doit lutter pour l'abolition de la dette dans les institutions internationales européennes.
- 6 Au-delà de la dette se pose la question du contrôle international et démocratique sur les relations financières internationales, la promotion du commerce juste et l'abandon du commerce des armes.

Le cas de Grande Carajás

En pleine Amazonie brésilienne est né le projet Grande Carajás, occupant une superficie de 900 000m². Sur ce terrain, il était prévu exploiter la plus grande mine de fer de la planète et en extraire 1 milliard de tonnes de cuivre, 100 millions de nickel, 60 millions de manganèse, 40 millions d'aluminium, 100 000 d'étain, et 100 d'or. Pour l'exploiter, on a construit le chemin de fer le



attac

plus grand du monde, de deux kilomètres de large, et l'une des plus grandes centrales hydroélectriques de la planète. Le coût initial s'élevait à 61 milliards 700 millions de dollars, un coût qui fut bien évidemment dépassé. Les grands bénéficiaires du projet ne sont pas les habitants du Brésil : le plus gros consommateur de fer est le Japon, qui par la Mitsui Steel absorbe 25 millions de tonnes par an. Dans le domaine de l'aluminium les Etats-Unis transforment 2 millions de tonnes d'alumine par an via l'entreprise Alcoa,. La liste des autres bénéficiaires non brésiliens est trop longue pour être citée ici , il suffit de consulter la

liste des partenaires de la Compagnie Vale do Rio Doce, qui est chargée des travaux d'exploitation de la mine : ce sont toutes des multinationales d'Europe, du Japon et des Etats-Unis. En 1994 le projet Grande Carajás a eu le plus fort indice de production de fer avec 100 millions de tonnes de fer et a fourni du travail presque un million de personnes.

Contact pour cet article.
info@andaluciasolidaria.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur <http://attac.org/indexfr> puis de choisir « ATTAC dans le Monde » « Rendez-vous avec ATTAC » pour en obtenir les détails.

-- Mardi 08

AUSTRIA : Wien – Salzburg
BRITAIN : London
FINLAND : Vantaa
FRANCE: Laval
NORGE : Oslo
SUISSE SCHWEIZ : Lausanne
SVERIGE : Uppsala

-- Mercredi 09

AUSTRIA : Wien
BRITAIN : London
DANMARK : Arhus
FINLAND : Espoo
FRANCE: Thonon – Grenoble
NORGE : Oslo
SVERIGE: Sjuharad

-- Jeudi 10

BELGIQUE BELGIE : Bruxelles
FRANCE: Annecy – St Lo
NORGE: Oslo
SVERIGE: Uppsala

-- Vendredi 11

BELGIQUE BELGIE : Bruxelles
ESPANA : Vigo
FRANCE: Aytre – Neuville les Dieppe

(*) coordinat@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.